

GFP 3337

juillet - décembre 51 : C

QUI A VOULU LA GUERRE DE COREE ?

les deux complices
commencent
et terminent
les conflits
quand ils veulent

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-sixième année. — N° 276
VENDREDI 6 JUILLET 1951
LE NUMERO : 15 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

« INTERNATIONALE
ANARCHISTE »

TRUMAN ET STALINE CRIMINELS DE GUERRE!

NON ! à la hausse des prix

Malgré la mévente et les faillites commerciales en progrès, la hausse des prix continue ses petits bonds dans la boucherie, la charcuterie, la crémèrie, l'épicerie, etc., ainsi que dans le textile, la chaussure, l'ameublement, la droguerie, la quincaillerie... Même hausse dans les spectacles et chez les coiffeurs, hausse également pour le gaz, l'électricité, le charbon, et bientôt, les transports. Hausse prochaine des impôts pour « récupérer » 360 milliards et équilibrer le budget 1951.

Les 20 millions de votants qui ont installé 546 représentants à l'Assemblée Nationale vont être soignés pendant cinq ans de baill. Et de la mosaïque des partis, exceptés les staliniens rejetés dans une opposition durable, va sortir la prochaine équipe ministérielle prévue pour le jeudi 6 juillet, mélange d'Indépendants, de M. R. P., de R. G. R., de S. F. I. O. et de R. P. F.

LA FUTURE EQUIPE AU TRAVAIL

De quoi va s'occuper cette équipe ministérielle? De mettre au point son programme. Et quel sera son programme? L'éternelle histoire : le problème constitutionnel, ce qui signifie en clair de donner à l'exécutif des moyens plus puissants, c'est-à-dire de faire naître tout un appareillage législatif visant à réduire encore les possibilités de défense des travailleurs face à l'envahissement de l'Etat, à la nationalisation de la pensée et à la recrudescence arrogante des privilèges économiques que les préparatifs de guerre favorisent.

Le deuxième point du programme gouvernemental sera le problème budgétaire qui ne peut se régler par l'épargne pas plus que par l'emprunt et qui se réglera par l'inflation et l'augmentation des impôts directs et indirects, à la consommation et à la production.

Problème délicat entre tous, après les grandes promesses de tous les journaux électoraux sur la déflation. Les députés se chargeront de le mettre timidement sur le tapis en se hâtant de prendre la clé des champs pour les vacances. Ils seront d'attaque à la rentrée pour demander les sacrifices patriotiques.

Le troisième point sera le réarmement, dont les chaînes ont à peine démarré en France et qu'il faudra financer

avec de progressifs sacrifices sur les consommations courantes et les usages civils. Marchandises de qualité inférieure et plus chères, ce sera la méthode pour décourager l'acheteur et transférer les capitaux des secteurs civils aux secteurs militaires.

ZINOPOULOS.

(Suite page 2, col. 4.)

demain, les peuples ne marcheront pas !

DES « pacifistes » nord-coréens franchissant le 38° parallèle, ou des « libérateurs » du Sud bombardant le pays, qui, au premier chef, est coupable? Lorsque l'on voit des hommes, des femmes et des enfants massacrés, dans leur pays natal, par des individus venus de pays lointains, sous prétexte de défense de la paix, il est clair, immédiatement, qu'il s'agit d'un massacre impérialiste. Dans la tragédie coréenne, une innovation se produit : l'impérialisme assassin s'est présenté sous deux visages antagonistes, le chinois et l'américain! Donc, voilà deux ennemis de la paix qui demandent à être combattus par tous les partisans de la vie et de la liberté : or, derrière Pékin, il y a Moscou, avec Washington il y a Londres, Paris, Berlin et... Madrid. Que faire?

Dès juin 1950, la Fédération Anarchiste apportait des solutions populaires de résistance contre les impérialismes qui commencent à s'entre-dévorer. La F.A. proclamait : 3° FRONT REVOLUTIONNAIRE! Depuis, ce combat 3° Front s'insérant dans la réalité sociale n'a cessé de se renforcer...

Aujourd'hui, alors que l'impérialisme se perd dans de honteuses manœuvres diplomatiques, alors qu'un peuple se meurt, ne craignons pas, prouvant notre bonne foi et mettant en lumière la cohésion de notre action et de notre pensée, de soumettre à tous, à nos amis, à nos compagnons de travail, à nos adversaires même, le témoignage que constituent les quelques extraits d'articles 3° Front, parus depuis un an, que le « Libertaire » a commencé à insérer la semaine dernière, et qu'il complète aujourd'hui :

(Suite page 2, col. 5.)

A NIMES Mort à la Phalange !

DECIDEMENT, les choristes et les danseurs phalangistes aiment à se voir conspués et insultés. Non contents d'avoir subi les effets de la haine populaire à Paris, Berlin, Bruxelles, Nice et Marseille, ils ont éprouvé le besoin de mettre au défi les travailleurs nimois!

Les travailleurs de Nîmes, les militants de la F. A. et de la C. N. T. étaient présents au rendez-vous. L'ample phithéâtre romain, gardé par un immense déploiement de police, fut, malgré tout, le témoin d'un ample lancer de tracts et les antiques fondations retentirent des clameurs vengeresses contre Franco, contre la Phalange, pour l'émancipation du peuple espagnol!

Les tracts, imprimés et diffusés par milliers, proclamaient :

FRANÇAIS !... Cette Troupe phalangiste dont nous ne mettons pas en doute la valeur artistique nous est envoyée par Franco pour servir sa propagande qui tend à

nous faire croire que l'Espagne vit sans souci et dans la joie.

Nous ne pouvons que nous élever contre ce mensonge, au moment où le peuple espagnol pleure ses morts lâchement assassinés par le plus vil régime qu'ait connu un peuple civilisé ou soignant tel, au moment où nos frères ouvriers luttent et tombent à Barcelone, à Bilbao, à San-Sébastien, Pamplune et Madrid!

Nous, les antifascistes français, nous rendons hommage au long martyr de nos camarades qui se sacrifient journellement dans la lutte contre ce sinistre fantôme qui les a privés du plus précieux des biens : la liberté! A bas Franco! Vive l'Espagne libre!

Douze de nos camarades furent appréhendés, ce qui n'empêchait pas d'autres camarades de récupérer sur les franges des dunes, une surprise désagréable. Ainsi, au moment de réintégrer leurs cars luxueux, les phalangistes eurent le dépit d'y voir inscrit en lettres rouges : « Vive la liberté! Mort à Franco! ».

L'EXODE ANTIFRANQUISTE

Au moment même où l'on apprend l'admission par l'U. N. E. S. C. O. d'assassins représentant le régime franquiste, qui d'ailleurs ne déparent pas la collection, si l'on tient compte des Français colonialistes, des Américains, des Russes, des Japonais, des Allemands, etc., parvient la nouvelle d'un débarquement d'un genre spécial sur la côte algérienne, d'Alger nous est envoyée, en effet, l'information suivante :

Alger, 28 juin. — Douze Espagnols, accompagnés de six enfants, ont débarqué clandestinement, dans la nuit du 25 au 26 juin, sur la côte algéroise, près de Béard.

La barque, probablement espagnole, qui les a amenés à terre, a repris la mer aussitôt, tandis que les immigrants étaient emmenés par un camion qui devait les attendre.

La gendarmerie, alertée par des témoins, a réussi à retrouver les fugitifs. Les enfants ont été laissés à la garde des personnes qui avaient hébergé les parents. Une enquête est ouverte.

(Suite page 2, col. 6.)

LES COMMERÇANTS SONT-ILS des parasites ?

A période électorale a de nouveau attiré l'attention du public sur cette couche sociale qui joue en France un rôle non négligeable. Tous les partis, tous, ont tenu à proclamer leur souci de défendre le commerce, tout au moins le « petit commerce ». Et le parti prétendu « communiste », mais qui n'a plus de communiste que le nom, a voulu se placer au premier rang. Dans la brochure « Comment sortir de l'abîme », que tous les électeurs ont eu en mains, on trouve, page 24, une série de propositions en faveur des « artisans, commerçants, petits industriels », par exemple, suppression de la patente, propriété commerciale intégrale.

Certes, les gros commerçants ne votent pas communiste et les petits commerçants soutiennent volontiers la démagogie radicale, M.R.P. ou R.P.F. C'est qu'ils craignent l'étatisation, les contrôles, la fonctionnarisation que ne manqueraient pas d'apporter le triomphe du

P.C.F. Mais ils aspirent à une plus grande « liberté », à un assouplissement des contraintes fiscales que leur promettent les partis du centre et de droite et le P.C.F., et c'est pourquoi leurs voix se sont dispersées sur tous les partis.

On comprend que le parti de Ducloux fasse l'impossible pour attirer cette clientèle dont l'appoint n'est pas négligeable, cette clientèle qui ne vote pas sur des idées (cela, c'est bon pour l'ouvrier, naïf et généreux) mais sur des promesses précises. C'est par le caractère « terre à terre » de leurs aspirations, pas la cohérence et la simplicité de leurs intérêts communs : « moins d'impôts, moins de contrôles », que les petits commerçants constituent une proie tentante pour tous les politiciens qui espèrent les attirer tous à bon compte en les touchant là où ils sont sensibles. Il n'est donc pas étonnant qu'un parti antidémocratique comme le R.G.R. ait réussi si facilement à les séduire. Il n'est pas surprenant non plus que les autres partis, socialistes et staliniens en tête, se soient livrés à leur égaré à l'assaut des surenchères.

Quelle est donc la position de ceux qui n'ont pas d'ambition électorale, de ceux qui cherchent en toute occasion la vérité, la lucidité, l'intérêt des masses travailleuses? Quel est le point de vue de la F.A. sur les commerçants?

C'est au problème du petit commerce que nous venons nous attacher, puis-que c'est celui-ci qui est posé et qui semble obscurcir quelque peu le point de vue révolutionnaire.

Le petit commerçant est-il un parasite? Il n'est pas si facile de répondre à cette question si on ne caractérise pas d'emblée le petit commerçant, si on ne sépare pas la fonction de distributeur de sa fonction de parasite et de percepteur. S'il s'agit seulement de mettre facilement les produits à la portée du con-

sommateur, fonction utile, nécessaire, des organismes comme les grands magasins et leurs succursales et leurs « Uniprix » peuvent de plus en plus remplacer le petit commerçant, à bon compte pour le consommateur, à aussi bon compte pour l'Etat et les industriels. Ceci dans le cadre du régime abandonnant de plus en plus son aspect libéral individualiste au profit de son aspect « trust ».

Et s'il s'agit d'une société socialiste non étatique, d'une société libérale, les organismes de distribution et leurs magasins de détail peuvent économiquement remplacer le petit boutiquier en l'utilisant en plus son aspect libéral individualiste, en lui assurant une rémunération plus sûre, moins sujette aux fluctuations économiques, le mettant, certes, sous le contrôle de la collectivité, mais le débarrassant de l'esclavage de l'Etat et des grossistes. Car la « liberté », l'initiative dont se targuent les petits commerçants, sont qu'illusions. Le rôle de distributeur du petit commerçant peut donc être assumé comme celui de l'intermédiaire, de l'importateur, etc., sans que l'institution du commerce soit maintenue. On sait d'ailleurs que le caractère « utile » du petit commerce tend à disparaître au profit du caractère « parasite », puisque pour la même population et la même quantité de produits, il y a en France 300.000 petits commerçants de plus en 1950 qu'en 1940. Et l'on peut poser qu'en 1940, il y avait déjà trop de détaillants.

On se demande bien en quoi sont utiles socialement trois sordides petites boutiques ou fruitières dans une rue de 500 mètres. Du point de vue économique, comme du point de vue hygiénique, il y a à la longue chose d'indéfendable. Et que dire de ces parfumeries, maroquineries, magasins de nouveautés, etc., qui se sont multipliés ces dernières années? On voit dans ce domaine combien est fautive, primée la conception selon laquelle la « liberté », le « libéralisme » assurent à moindres frais le fonctionnement de l'économie. La concurrence ne joue pratiquement plus : il y a maintenant des prix, du fait des contrôles étatiques et aussi de la peur collective des boutiquiers et de leur souci de gagner, le plus vite possible, non plus en faisant tort au concurrent, mais en s'entendant, ouvertement (syndicats de commerçants) ou tacitement, sur le dos des consommateurs.

Il ne s'agit donc pas, aujourd'hui moins que jamais, pour le commerçant, d'accomplir un métier utile comme les



Les Anarchistes américains luttent eux aussi contre Franco.

CHEZ LES AUTRES

« La Vie Ouvrière » (C.G.T.K.).

On lit dans le dernier numéro de l'hebdo de l'Infaible Mammoussien : « Cette prime (de production) ... est destinée à pousser au maximum la cadence du travail. ... à la cadence infernale où les ouvriers et les ouvrières travaillent ».

Ce que peuvent réclamer les ouvriers et ouvrières de chez Say? — La réduction sensible des normes de production, pour être moins fatigués à la fin de la journée...

Même son de cloche dans « Le Peuple » (C.G.T.K.). « Pour l'augmentation des salaires et la prime de vacances, contre la productivité et l'accélération des cadences... »

Bravo ! mais comme nous aimerions que ces estimables confrères nous disent ce qu'ils pensent des salauds qui, lorsqu'ils étaient au pouvoir, ont créé et imposé les primes de production et les normes de travail.

Ce n'est pas le P.C.F. qui aurait fait cela ! Ce n'est pas la C.G.T. qui aurait été complice !

Dans « Combat » du 29 juin, sous le titre : « Incidents au Conseil Municipal de Paris » :

« M. Albert Ouzoulias ayant pris à partie le préfet de police au sujet des expulsions de locataires, mettant notamment en

cause le rôle sous l'occupation de certains policiers chargés de ces opérations, M. Baylot, préfet de police, a vigoureusement protesté contre les allégations de l'orateur communiste, en rendant hommage au patriotisme de tous ses collaborateurs, à tous les échelons de la hiérarchie. »

Alors, tous ces « résistants » et les « Juifs » arrêtés ou expulsés pendant l'occupation, M. Baylot ?

Encore un coup des faux policiers. « L'Avant-Garde » (U.J.R.-P.C.F.).

A la page 2 du numéro du 27 juin, 3 juillet, un écho indigné s'élève contre les démonstrations militaires à la « Kermesse aux étoiles ».

« On a même fait, dernièrement, une Kermesse aux étoiles. J'ai été y faire un tour; c'était au jardin des Tuileries. »

Eh bien, ils ont trouvé le moyen d'y fourrer leurs tanks.

En plus de ça, il y avait des soldats qui faisaient des démonstrations.

« Nous, on est pour la paix », viendront nous raconter nos gouvernants de pacotille. Sans blague !...

« Ils en collent partout », ajoute le titre, pacifiste.

En vertu de quoi les trois-quarts de la même page sont consacrés au film

de guerre russe : « La chute de Berlin »

illustré de photos de fusillades, de soldats et de cadavres.

Mais il s'agit de l'armée rouge : des soldats de la paix, de fusillades pacifistes, et de cadavres pacifistes.

R. CAVANIE.

Les menteurs de la Paix

INTERVIEW IMAGINAIRE CHEZ LES COMBATTANTS DE LA PAIX...

APRES avoir pris connaissance du résultat des élections, nous sommes allés au siège d'« Action », journal « au service de la Paix », 3, rue des Pyramides, à Paris. Un propriétaire en habit de soirée nous a donné quelques renseignements sur l'appartenance sociale de la majeure partie de ceux qui, le 17 juin, votèrent pour la paix et les listes du P. C. F.

Voici ce qu'a pu nous dire et nous confier ce valeureux combattant.

Yves Farge, Pierre Hervé, l'abbé Boulier, Picasso et sa colombe, officiers des combattants de la paix de Staline sont, étant travailleurs eux-mêmes, amis des travailleurs.

Proletariats et fils de proletariats ils savent que, sur les chantiers, dans les usines, dans les ateliers et dans les champs, ceux qui s'épuisent pour avoir

construits des maisons pour un bas salaire, un pauvre salaire, un lamentable salaire.

Yves Farge, Pierre Hervé, abbé Boulier et Picasso, logent dans de petits logements ouvriers à Saint-Denis, à Saint-Ouen, à Aubervilliers, connaissant et le chômage et la faim savent que les travailleurs ne rêvent d'une chose, ne pensent qu'à une seule chose : signer pour la Paix à côté des commerçants proletariens, des proletariens, des petits industriels proletariens, des propriétaires fonciers proletariens, des généraux proletariens, des avocats proletariens et des policiers

Serge NINN.

(Suite page 2, col. 1.)

Hospitalisé à l'époque, et soucieux de réfréner l'enthousiasme de camarades inexpérimentés, j'écrivis au Professeur Etienne Bernard qui me répondit que la méthode Caton n'était pas du tout expérimentée à Beaujon et que Caton était inconnu des médecins mis en cause.

DORE, de son état, doreur sur métaux. D'après la presse, chercheur scientifique, chimiste, biologiste. Prétend guérir, grâce à sa mixture : cancer, tuberculose, paludisme.

J'ai assisté à l'expérience de Champrosay, faite sur quatre cents malades. Résultat nul; aggravations de nombreux malades.

LAMBERT.

(A suivre.)

ENFANCE... JEUNESSE...

La haine est-elle nécessaire ?

C'EST en lisant un de ces petits journaux aux intentions excellentes et au tirage limité : « Amitié, Réforme et Progrès », que cette vieille question m'est venue à l'esprit. Le titre de ce journal importait peu dans l'histoire ; non, l'important était le problème soulevé par la prise de position morale du groupe de jeunes, animant ladite feuille, selon laquelle prise de position « tous les hommes évolués et de bonne foi sont d'accord sur un certain nombre de principes supérieurs ». Ces camarades pensent que l'opinion politique ou religieuse importait peu et axent leur action future sur la fraternité, dans « un climat de libre discussion, de bonne foi, de respect ».

Bien entendu, on ne peut que souscrire des deux mains à de telles idées, mais, après, cela est-il suffisant ? Tous les groupes révolutionnaires, bolcheviks y compris (à leurs débuts, en tout cas), ont déjà agité le problème de la dignité humaine, du respect de l'individu, etc. Et il est fort probable que cette grave question ne sera pas résolue de si tôt. Voir les événements actuels comme révélateurs. Pour le moment, nous nous trouvons donc tous devant ce dilemme : doit-on aimer ? doit-on haïr ?

Discutons : sentimentalement, nous sommes donc d'accord sur le coup de l'amour et de la confiance. SENTIMENTALEMENT, car, en fait, nous sommes au regret de constater qu'il ne suffit pas d'avoir des sentiments généreux pour faire triompher le bon droit, loin de là ! Cela n'est pas réjouissant, mais cette constatation s'impose de plus en plus. Nous ne pouvons donc pas qu'aimer, nous devons aussi combattre. Or par la même haine, en quelque sorte. A ce propos, je me souviens d'une discussion entre copains, où l'un d'entre nous déclarait que les anarchistes étaient comme les « autres », que nous combattons au nom de la fraternité universelle, mais qu'en Espagne et ailleurs, nous n'avions pas hésité à verser le sang, à user de cette haine qui engendre la haine, et que notre idéal, faute d'amour, sombrerait.

Attention ! Nous, jeunes, serions peut-être les premiers à croire à la bonté des hommes, mais nous ne sommes tout de même pas des apôtres et nous ne tenons pas à prendre pour notre compte la fameuse tactique du « giffler-moi-la-touche-droite-je-te-tends-l'autre-ensuite ». Quand un camarade doux, pacifiste, nous reproche d'utiliser la haine, nous répondons : malgré qu'on posés à elle de toutes nos forces. Ce n'est pas en discutant amoureusement avec les patrons, autour d'un tapis vert, que la classe ouvrière a vu ses

RENCONTRE FRANCO-ESPAGNOLE

les 14 et 15 JUILLET

Jeunes de la F.A.F. et sympathisants !

Sortie en forêt de Fontainebleau

(Lieu de réunion : la Faisanderie pour le 14 juillet. Pour le 15 août : aux abords du canal. Un guide se trouvera à la porte du château de Fontainebleau les deux jours)

Horaire des trains (gare de Lyon) :

du vendredi soir au samedi soir :

17 h. 35, 18 h. 28, 18 h. 50,

19 h. 14, 20 h. 28, 22 h. 53.

Billet simple 3^e classe : 248 aller ;

aller et retour, 496 fr. ; 40 %

de réduction pour les groupes de 30

personnes : 30 % de réduction

pour les groupes de 10 personnes.

Billet de week end, valable du ven-

dredi 12 h. au dimanche soir 24

heures : A. R., 320 fr.

Billet bon dimanche pour la journée

seulement à 10 h. A. R. 270 cu

320, suivant arrêt en forêt.

Se renseigner dans le train aux

agents de la S. N. C. F. pour l'en-

droit le plus près de la Faisanderie.

et autres chemises noires de 1936 (qu'en pensez-vous, jeunes libéraux d'Espagne ?), tout cela pour le seul fait qu'ils sont « jeunes » comme moi. Pourtant M. Isidore Izason, l'humaniste bien connu, soutient, à quel-que chose près, cette position. Izodon dans un rare moment de lucidité, a découvert (sic) que chaque jeune possédait en lui un potentiel révolte non utilisé. Ce fait résultant de la société actuelle qui tend à tenir la jeunesse en dehors de ses responsabilités propres, et d'une participation active à la direction du monde. Jusque-là, trop rien à redire, à part que nous remercions M. Izodon de nous avoir « appris » cela. Poursuivant sa théorie, celui-ci en conclut que le fameux « potentiel révolte » tend à se réaliser de toutes façons, soit par un besoin de voyages, d'aventures, d'action, et cela explique pour lui le succès des mouvements de jeunesse à tendance autoritaire. Nous rejoignons donc ce que nous disions tout à l'heure et, tout en reconnaissant qu'il est certainement explicable que des jeunes soient ainsi abusés, il n'en demeure pas moins que ces JEUNES FASCISTES furent nos ennemis et, qu'aujourd'hui, les jeunes d'un de Gaulle, par exemple, ne pourraient, si elles existaient, être raison-nées par nous au nom de l'amour et de la bonté, mais, qu'au contraire, un seul langage leur conviendrait (si j'ose dire), celui, hélas ! de la force.

En résumé, camarades d'« Amitié, Réforme, Progrès », nous vous disons que nous sommes avec vous et avec toutes les bonnes volontés, mais qu'il est absolument dangereux de s'illusionner sur certains points. Croyez-vous, cela ne nous amuse pas d'écrire ce qui suit, mais, cette haine, nous la gardons, tenace, envers tous ceux qui nous l'imposent. Nous gardons au cœur cette colère dont parle Steinbeck dans son admirable « Rainsins de la colère » ; rappelons-nous ses paroles : « ... Et les femmes regardèrent les hommes, et elles étaient étonnées, car elles craignaient qu'ils ne fussent abattus et que la lutte fût finie, mais, quand elles les virent se redresser, parler entre eux avec animation, qu'elles virent leurs yeux étinceler, elles sentirent que la COLEURE LEUR RESTAIT » et que, par là même, rien n'était perdu... »

Christian LAGUE.

INTER-FAC
Premier cycle
à changement de vitesse

COMME dit l'autre... Huron : Les étudiants ne sont pas seuls à cultiver le canular. A preuve la blague (saumâtre) qu'on vient de faire aux candidats au B.E.P.C. (Brevet d'études du premier cycle, examen destiné aux élèves de 3^e).

Les épreuves doivent commencer lundi prochain, pour l'écrit. Autant dire que ce n'est pas précisément le moment de chambouler les programmes !

C'est pourtant ce qu'on vient de faire. Des chefs d'établissements scolaires ont reçu, hier, une circulaire du directeur de l'Enseignement du second degré, en date du 26 juin, les informant de modifications apportées au programme de l'oral.

Un certain nombre d'auteurs français (Cornille, les épistoliers du XVIII^e siècle, sauf la marquise) sont retirés du programme. Mais on interrogera sur *Andromaque* et *Les Femmes savantes*, qui sont plutôt du programme de 2^e et que la plupart des élèves n'ont pas encore étudiés.

En histoire, la farce est encore plus sa-lée : on retire le gros morceau, la Révolution et l'Empire. On interrogera à partir de 1815, date jusqu'à laquelle il ne s'est rien passé.

Les élèves, qui avaient durement « bossé », et les professeurs, qui avaient soigneusement préparé les élèves, estiment que toutes les peaux d'âne ne sont pas celles qu'on croit.

NON ! A LA HAUSSE

(Suite de la première page)

LES VICTIMES

Les millions de personnes placées au bas de l'échelle sociale, travailleurs industriels, journaliers agricoles, petits paysans, petits pensionnés, petits retraités, vieux travailleurs, artisans, travailleurs indépendants souffriront davantage pour permettre aux catégories sociales « supérieures » de se tailler la part du lion et, par là, nous entendons capitalistes industriels, financiers, gros propriétaires fonciers, gros commerçants, officiers supérieurs et subalternes, grands commis de l'Etat, etc. Quelle place une effective politique du logement peut avoir dans les conditions actuelles où les gouvernements sont fascinés par les préparatifs militaires ?

Comment la misère des vieux, l'insuffisance des locaux scolaires peut intéresser les dirigeants qui ne pensent qu'à la défense en surface et à l'augmentation des traitements de garde mobile et de C. R. S. ?

LES TROIS REVENANTS

Pour amuser la galerie les ténors fossilisés de la Chambre vont ressortir les têtes à massacre Sécurité sociale, nationalisation, S. N. C. F., alors que, si, dans le premier cas, on relève un vaste système de pots de vin comme le rapport de la Cour des comptes l'a signalé, dans les deux autres cas la caisse est vide, parce que l'Etat contribue à la vi-vide par ses impôts (et à la remplir à moitié par ses subventions). Mais dans les trois cas, la mise en place de hauts fonctionnaires aux traitements somptueux, parfois créateurs des hommes politiques, explique à côté de la hausse des prix des fournitures, matières premières, etc., le déficit permanent.

LES BASES DE LA LUTTE

Les travailleurs de toutes les catégories professionnelles sans distinction d'échelon et de qualifications doivent se grouper pour sortir de cette pétrification et étudier sur la base de leur entreprise les possibilités de réorganiser le système économique, tout en continuant la poursuite des objectifs immédiats.

1^o Augmentation des salaires ;2^o Echelle mobile ;3^o Suppression des zones ;

C'est la poursuite obstinée de ces objectifs, conditionnée par le déplacement permanent du rapport des forces sociales qui permettra aux travailleurs d'entrevoir les possibilités pratiques de l'action gestionnaire, forme de lutte économique adaptée aux formes étatiques et nationalisées de l'économie capitaliste.

La lutte est dure, mais les travailleurs et tous ceux qui ont compris l'évidence du droit à la vie doivent la poursuivre malgré les immenses dangers qui planent sur le monde.

OHE LES JEUNES !

Sortie-Canotage

sur la Marne

Dimanche 8 juillet

organisé, vu le succès de la ballade-jazz, par le secrétaire à l'Education. Rendez-vous à 15 h., métro Charenton-Ecoles (en surface).

CERCLE D'ETUDES ESPERANTISTE

Les jeunes esperantistes de S.A.T. organisent le vendredi 6 juillet, à 21 heures, 20, passage Ronce, Paris-20, une causerie en esperanto sur « Les problèmes actuels en Espagne » par un camarade espagnol. Tous les anarchistes espérantistes sont invités à apporter leur point de vue. Cette conférence terminera le programme d'études de la saison 1950-1951.

MARSEILLE-F.A.A.

SORTIE A LA CALANQUE DE SORMIOU

LE DIMANCHE 8 JUILLET 1951
Organisée par la C.N.T. française et espagnole et F.A.A.

1^o Départ par mer à 6 h. du matin, quai des Belges. Prix du voyage en bateau A.R. 150 francs.

2^o Départ par tram à 6 h. du matin, place de la Préfecture, tram n^o 22 et 23.

Pour renseignements et inscriptions jusqu'au 7 juillet inclus, s'adresser à la permanence, 12, rue Pavillon, 2^e étage.

Invitation à tous.

Être logé confortablement
MANGER A SA FAIM

L'HOMME de 1951, en France principalement, est plus mal logé qu'il ne l'a jamais été en comparaison de l'évolution des choses.

Dans des logements plus que centennaires, sans eau, sans lumière et sans confort, l'homme apparaît comme une victime d'un autre âge. Un certain Jean Pipay écrivait que la « France est un beau musée dans un grand parc ». Le musée est bien délabré et dans le parc que de taudis, que de casernes, de maisons inhabitables, de prisons et foyers d'infection.

Les immenses trésors qu'abritent les châteaux et les musées — qui ne servent à rien — seraient entre les mains des hommes le moyen de leur donner d'innombrables logements.

On laisse crouler ces richesses. De la vétusté des immeubles, on s'en moque.

Les techniciens de la finance associés aux entrepreneurs de guerre préfèrent de beaucoup miser sur la destruction ; la fabrication des bombes rapporte plus que la construction des maisons.

Nous avons besoin de 5 millions de logements ; à raison de 10.000 par mois, cela nous fait 40 années de travail, sans compter l'entretien permanent de ce qui est construit.

La politique de nos affairistes ne nous permet pas d'envisager une telle progression. Au premier chef il y a l'argent — qu'ils disent. Même si nous avions des capitaux, nous ne pourrions construire à une telle cadence.

Les gars du Bâtiment sont 250.000 qualifiés. Il nous en faudrait 600.000. Les matériaux manquent ; il y a pénurie de ciment, de chaux, de briques et d'acier. Nous subissons, avec la complexité de nos gouvernements, les agissements des matériaux de construction.

Cependant, 1.200.000 individus de 18 à 40 ans sont des manœuvres sans spécialité qui gagnent des salaires de famine. Nous pourrions professionnellement les former. Que non pas ! Il est préférable de les laisser mijoter dans la misère ; ils constituent ainsi un réservoir pour l'armée qui possède un nombre suffisant de casernes et si toutefois elle ne suffisent pas, un petit jardin quelque part au milieu d'une

STALINE
ET TRUMAN(Suite de la 1^{re} page)CONTRE
LE REARMEMENT

La politique gouvernementale pave le chemin au fascisme et au stalinisme. Il nous importerait peu que le gouvernement cresse sa propre tombe s'il ne creusait pas la nôtre en même temps. Avant que les démagogues dictatoriaux ne tentent d'enrégimenter à leur profit les masses souffrantes, ruinées par l'inflation, il importe que les travailleurs brisent dans l'outil le comptoir des exploités en dressant, contre Moscou et Thorez, comme contre Washington, Pléven et de Gaulle, le Troisième Front prolétarien.

René MICHEL (3-11-50).

L'HEURE DU CHOIX

L'heure est venue de faire un choix décisif, clair, résolu.

Décisif, parce qu'il engage le destin du monde.

Clair, parce que la confusion est à la base de l'inaction populaire à qui on ne donne à choisir qu'entre une fausse liberté et une vraie guerre.

Résolu, parce que les événements peuvent nous gagner de vitesse et que la lutte commencée devra être poursuivie quoi qu'il arrive.

C'est dans la perspective de ce choix, de cette prise de conscience, de cette volonté de survivre que se situe la formule du 3^e Front lancée par la Fédération Anarchiste.

Comme nous l'avons déjà précisé, il ne s'agit pas de questionner, par là, de promouvoir quelque vague rassemblement organique d'hommes aux pensées divergentes dont des expériences récentes ont démontré l'inconsistance et l'invincibilité.

Mais, dans ce monde ébranlé par le choc d'un capitalisme agonisant qui ne trouve de moyens de se survivre que dans la guerre, et d'un faux socialisme générateur de nouvelles servitudes, nos efforts tendent à cristalliser autour d'une idée-force le refus insurmontable de la guerre, la négation des plus lucides ; à concrétiser la révolte des hommes contre tous les esclavages sociaux, étatiques et militaires ; à réveiller les énergies populaires dont l'action fera surgir du chaos actuel un nouvel ordre social et économique.

A l'heure où le choix s'impose et devient inévitable, le « 3^e Front » humain et révolutionnaire dresse contre l'absurdité de ce monde partagé entre la lucidité refus du sacrifice inutile et la volonté d'édifier une société à la mesure de l'homme.

C'est pourquoi il est ouvert à tous les hommes de bonne volonté.

FAYOLLE (1-11-50).

ESPERANTISTES

La Kamaradoj liberecanoj esperantistoj seĝas al ĉiuj ke ekzistas en Tuluza (Toulouse). Liberecana Grupo.

Nia celo estas : interrilati kun aliaj kamaradoj kaj grupoj, labori senesece disvastigante nian anklaŭstrian idealon pere de la internacia lingvo Esperanto, ankaŭ ni devas helpi la Internado organon, « Senstano » kaj agadi en Liberecana medio.

Por kontakti skribu al Kamarado : L. Tronc, Maison des Syndicats, C.N.T., Cours Dillon, Toulouse.

Abonnement à « Senstano » : Un an = 200 fr. ; à E. Guillemain, 55, rue de la Pomme, Toulouse. C.C.P. : 387-67 Toulouse.

ERRATUM. — Le « Comité de solidarité de la C.N.T. espagnole » déclare qu'Inès Arena n'a rien de commun avec la C.N.T. espagnole contrairement à ce qui est laissé entendre dans « La Dépêche de Toulouse » et reproduit dans l'article « Provocation policière », du « Libertaire » du 22 juin.

rière les mettra à l'abri des besoins terrestres.

Cependant, le problème reste entier. Il faut se loger. Les drames qui chaque jour séparent des êtres faits pour s'entendre et s'aimer doivent attirer ceux qui luttent journellement dans cette société pour l'amélioration de la vie de l'individu.

Les Libertaires resteront-ils en dehors de cette question ou bien apporteront-ils dans cette lutte le maximum de leurs possibilités et de leur volonté ? L'avenir nous le dira.

Par des prochains articles, nous essaierons d'apporter à nos Camarades le peu de notre savoir en la matière. Nous donnerons les moyens de pouvoir construire avec les possibilités mises par la société à la disposition des gens.

A. PIERRE (Angers).

Les Commerçants

(Suite de la première page)

mal à disputer leur profit à l'Etat : les faillites le prouvent. Mais il n'en reste pas moins que leur travail, même mal rémunéré, est un travail improductif, inutile pour une large part, et dont le but principal est de vivre sur la collectivité.

Entendons-nous bien : il n'y a pas que les petits commerçants dont l'entretien et l'enrichissement pèsent lourd sur les producteurs réels ; les travailleurs utiles ; il faut compter la plus grande partie du personnel comptable des banques, représentants, etc., et aussi les militaires, beaucoup de fonctionnaires (ne confondons pas avec les salariés de l'Etat, utiles, comme les postiers, les instituteurs, les cheminots, etc.), les policiers, les travailleurs de l'armement même, qui ne sont pas des commerçants, mais des parasites, etc. Il est vrai que de tous les travailleurs inutiles ou de tous les parasites, bon nombre sont malgrés eux : travailleurs sous l'uniforme, ouvriers de l'armement même ; mais on ne peut en dire autant des commerçants. Il y a peut-être parmi les commerçants des parasites malgrés eux, il y a aussi quelques inconscients sans doute, mais le grand nombre est assez conscient de son rôle d'exploiter, même lorsqu'il tente de le camoufler en parlant d'utilité et de liberté.

En tout cas, ceux qui sont devenus commerçants par le hasard ou la contrainte, par exemple, parce qu'ils étaient chassés des usines pour leur activité révolutionnaire (il y en a, mais oui) ; ceux-là qui sont des parasites malgrés eux savent combien est normale notre attitude, clairvoyante notre critique, juste notre combat. Ceux-là sont une grande partie des ressources de l'Etat. Ainsi, le petit commerçant soutien de l'autorité de par sa psychologie petit-bourgeoise réactionnaire, est un des premiers soutiens financiers de l'Etat. A son corps défendant sans doute, et nous voyons souvent le boutiquier tendre une grande partie de son activité à l'Etat lui-même. Mais en réalité, il a besoin de l'Etat qui légalise et garantit son exploitation et son privilège. Le même commerçant qui repousse l'étatisation avec horreur en appelle à l'Etat pour limiter les avantages concédés aux coopératives. Dans une société de réelle liberté, sans garantie de la propriété et des monopoles, les coopératives, les circuits directs production-consumation ruineraient le commerce. Le petit commerçant ne peut donc être contre l'Etat. Il est seulement contre une certaine forme d'Etat : il veut un Etat qui lui soit propice, c'est tout.

Ainsi, quand on a fait le tour de la question, on voit clairement que le petit commerçant est indéfendable, comme le petit industriel est indéfendable même s'il est mal payé.

C'est sans doute plus l'institution qu'aux hommes que les anarchistes s'en prennent. Mais il n'en est pas moins vrai que du point de vue révolutionnaire, du point de vue anarchiste, la seule attitude d'opposition est la critique de revendication de lutte permanente contre le petit commerce, comme tous les commerces, est logique et féconde.

Il faut, bien entendu, faire la distinction entre le vieux « craigneuse » qui tente d'améliorer son sort en vendant quelques salades et opulent crémier. Il y a des degrés à observer, surtout pour nous qui nous attaquons aux institutions et non aux hommes. Mais nous devons mener la lutte contre le petit commerce en général et dénoncer les cas les plus flagrants d'exploitation du consommateur.

Les militants s'emploient à ce travail et c'est toute une campagne qu'entend mener notre Libertaire. Une campagne contre les boutiquiers avides, une campagne pour les circuits directs « production-consumation », une campagne qui fasse apparaître les possibilités populaires dans ce domaine et entrevoie la structure du système de distribution dans la société libérée, CAMPAGNE DE VERITE !

Une campagne qui puisse montrer au commerçant quelle pourrait être sa place dans la société libérée comme travailleur de la distribution, libre comme ses frères, non plus de cette liberté illusoire s'accommodant des courbettes aux clients et de l'esclavage à l'Etat, mais de la liberté de ceux qui choisissent leur fonction, contribuent à l'organisation sociale et n'ont pas besoin d'exploiter la société pour en recevoir l'assurance de ne jamais être abandonné à la ruine.

Une campagne qui critique aux travailleurs ou sont leurs véritables défenseurs : les stalinistes flattant les boutiquiers ou les anarchistes n'ayant ce petit commerce qui est loin d'être un obstacle négligeable sur la voie de la Révolution.

Les menteurs de la Paix

(Suite de la première page)

prolétaires qui souffrent du plan Marshall et du Pacte Atlantique.

Yves Farge, Pierre Hervé, l'abbé Boulier et Picasso, après leurs longues heures de travail passées, ont usé savent comme leurs camarades ouvriers que la paix est le bien commun de tous les travailleurs de ce pays, qu'ils soient commerçants, agents de change, anciens ministres, peintres célèbres, journalistes connus, prêtres catholiques, ou protestants, bossus ou paralytiques, tuberculeux ou unijambistes, hauts fonctionnaires ou manœuvres chez Renault.

Et pourtant...

Et pourtant quelques-uns de ces travailleurs ne sont pas convaincus et

cela ennui Yves Farge, Pierre Hervé, l'abbé Boulier et Picasso. Quelques-uns de ces travailleurs, les manœuvres de chez Renault notamment, pensent autrement et sont sans conteste dans l'erreur.

Les manœuvres de chez Renault et même ceux de chez Michelin, et même un grand nombre de métallurgistes, de cheminots, de marins, d'employés, ne sont pas d'accord avec nos officiers de combattants de la paix. Ils poussent même leur désaccord si loin qu'on se demande si ces catégories de travailleurs ne sont pas en fin de compte les représentants authentiques de la classe bourgeoise.

Jugez plutôt.

Ces gens prétendent qu'il faut com-

battre. Ces gens prétendent qu'il n'y a pas de paix possible entre, d'une part, les salariés et, d'autre part, la bourgeoisie même si cette bourgeoisie est marxiste. Ces gens prétendent qu'Yves Farge, Pierre Hervé, l'abbé Boulier, Picasso et leurs semblables n'ont rien de commun avec la classe ouvrière et prétendent cela se mettent d'œuvre-mêmes hors du prolétariat. Ce prolétariat en marche dont le général Petit, Pierre Cot, d'Astier de la Vigerie, de Chambrun, Aragon pour n'en citer que quelques-uns parmi les meilleurs, sont les représentants fidèles, n'en déplaise à certains congés payés qui ne regardent que leur intérêt propre sans tenir compte des intérêts des autres couches sociales du prolétariat : classes moyennes et autres. Ces gens, il faut le dire, ce sont les mêmes qui étaient pour l'échelle mobile et la grève quand les camarades Thorez, Croissant, Tillon et Farge, alors ministres, demandaient à chacun de retrouver ses manœuvres. Ces gens qui prônent la guerre de classe démontrent par cela même qu'ils sont contre la paix.

« L'heure de l'Union a sonné » a dit Yves Farge « même pour ceux qui croient qu'une solidarité atlantique consoliderait leurs privilèges... »

Inutile d'ajouter que nous avons pris congé de notre combattant de la paix avec des larmes dans les yeux. Enfin la paix entre la chèvre et le chou, entre le loup et l'agneau, entre le chat et la souris existe. Il suffit d'apprendre ces leçons en Union Soviétique. Là-bas, pas de grève, pas de revendications, mais l'union la plus complète entre les Yves Farge, Pierre Hervé, abbé Boulier et Picasso stalinistes et l'ensemble des travailleurs. Comment ne pas devenir pigeons pour les beaux yeux de la blanche et douce colombe ?

REUNIONS PUBLIQUES

ET CONTRADICTOIRES

LYON-CENTRE

VENDREDI 6 JUILLET

Café du Bon Accueil, à 20 h. 30
71, rue de Bonnel

Vous avez voté
...et maintenant ?

Orateurs :
TARDIF, LAVOREL, BERTHEOL

CEUX QUI S'EN VONT

Nous apprenons qu'un vieux camarade Eugène Urvanovitch est décédé dans sa 69^e année, le 14 juin dernier, à l'hôpital de Montfermeil.

Après avoir été dans les rangs socialistes, puis communistes, il vint à l'anarchisme en 1934 et fut depuis lors un de nos militants les plus acharnés. C'est avec tristesse que ses vieux compagnons lui envoient un dernier et fraternel salut.

Nous apprenons la mort de Jean Marestan, auteur d'ouvrages très connus dans les milieux anarchistes.

Nous apportons en cette douloureuse circonstance notre souvenir ému à tous les siens.

Fédération Anarchiste

La Vie des Groupes

1^{re} REGION
LILLE. — Pour le Service de librairie, écriture voir Georges Laureys, 80, rue Francisco-Pérez, à Pives-Lille (Nord).

BELGIE
MOUSCRON. — S'adresser à Océlie Sochy.

OGRE. — S'adresser à Abil André, BRUXELLES. — S'adresser à Hem-Day.

2^e REGION
PARIS 7^e et 11^e. — Militants et sympathisants, grande réunion ouverte. Interfac invité le 12 juillet, 20 h. 30, Société Savantes.

PARIS-NORD. — Samedi 7 juillet, à 21 h., au « Vieux Normand » (face métro Roma). 1^o Trésorerie, activité ; 2^o Exposé sur « Notre pacifisme révolutionnaire » par le camarade Lola. Débats et parole à toutes les opinions.

AULNAY-SOUS-BOIS. — Les lecteurs du « Lib » et les sympathisants sont invités à prendre contact avec le groupe tous les samedis à partir de 20 h. 30, au « Petit Cynano », place de la Gare.

COURBEVOIE-PUTEAUX. — Réunion du groupe tous les 1^{er}, 3^e et 5^e jeudis du mois, 38, rue de Metz, à Courbevoie.

MELUN. — Pour tous renseignements et adhésions s'adresser 145, quai de Valmy.

MONTREUIL-BAGNOLET. — Une souscription de bonification est ouverte, il est urgent que les camarades passent à la permanence tous les mercredis, de 21 à 22 h., 171, rue de Paris, à Montreuil.

SARTROUVILLE. — Un groupe est en voie de formation. Les camarades intéressés sont priés de s'adresser aux vendeurs du « Lib » tous les dimanches matin près de la gare.

VERSAILLES. — Réunion du groupe tous les quinze jours. Pour renseignements ou adhésion, s'adresser aux vendeurs du journal, le dimanche matin, sur le marché.

GESTION LIBERTAIRE

Pour limiter, dans la mesure du possible, les invendus, les groupes de la F.A. et en particulier ceux de la deuxième région sont priés de nous communiquer le nombre minimum des journaux nécessaires aux ventes à la crie.

VIVRE !

MILITER OU CREVER. Dilemme posé, voici deux ans, par les camarades du Centre de Formation des Militants de la F. A. Dilemme résolu, puisque ces camarades sont encore, aujourd'hui, parmi nous. D'un de ces deux, pour prendre un exemple, allait fonder un groupe anarchiste au sein même de son entreprise ? et, tout en militant à l'intérieur de la C. G. T., animer un Comité d'unité et d'action ouvrière. Ces camarades prétendaient-ils donc seulement que la revendication quotidienne, directe, était susceptible de promouvoir, dans l'immédiat, des conditions de vie satisfaisantes ?

On aurait tort de le penser : l'ouvrier « qui ne fait pas de politique » et a plus forte raison, le militant anarchiste, sent bien que, de pair avec les nécessités journalières d'existence, se posent d'autres problèmes. Il sait aussi que d'autres combats demandent à être menés. De quoi s'agit-il ?

Le travailleur, même s'il milite dans son syndicat, éprouve le besoin de se préoccuper de questions générales : il a des compagnons de travail, pourquoi ne sont-ils pas toujours avec lui ? Pourquoi ? Il a une famille, pourquoi n'en ressent-il pas toujours un légitime bonheur ? Il voit des boîtes d'organisations diverses en quête de son suffrage, pourquoi lui semblent-ils étrangers à ses soucis propres ?

C'est à tout cela que l'anarchiste répond : « Militant ou crever », il milite, il dit : « Quel d'étonnant à ce que la camaraderie petite-bourgeoise, intéressée, ne vaille pas l'amitié révolutionnaire, à ce que l'amour petit-bourgeois, égoïste, ne donne pas le bonheur ? Et surtout, qu'il de surprenant à ce qu'un « revendiquant pro-

fessionnel » se distingue, aux yeux d'un travailleur, du militant révolutionnaire, désintéressé, soucieux des véritables intérêts de ses compagnons d'exploitation et, manifestement, vivant une existence plus harmonieuse, équilibrée par des amitiés solides, des affections profondes ? Mais, dira-t-on, quelle est l'organisation qui ne dispose pas de militants dynamiques et dévoués ? Comment les anarchistes revendiqueraient-ils tous les militants authentiques ? Répondons :

Loin d'affirmer être les seuls à « détenir » la vérité, les anarchistes ont toujours affirmé — et prouvé dans les faits — qu'ils considéraient comme des frères les militants honnêtes des organisations révolutionnaires, également les « inorganisés » conscients de toutes les trahisons. Bien sûr, notre fraternité ne comprend pas les menteurs de tout accablent, prétendant ouvrir... Or, précisément, si plus que tout autre, le militant anarchiste peut ressentir une solidarité agissante à l'égard de tous les exploités, c'est que, anarchiste il n'est brimé dans son militantisme par aucune hiérarchie, par aucun caporalisme stérile. Certes, l'anarchiste accepte, en se fédérant, de se soumettre aux nécessités organisationnelles, à une discipline constructive. Il reconnaît de même cette « autorité » que déjà Kropotkine admettait, celle de l'expérience féconde, de la compétence, du talent. Est-ce à dire qu'il se sente brimé dans sa liberté, aliéné dans son indépendance ?

Sa prestance, son dévouement, son courage, sa lucidité doivent témoigner — témoignent — du contraire, en tout cas. C'est pourquoi L'ANARCHISME VIVRA !

Charles Devançon.

Le calvaire des travailleurs Nord-Africains

EMIGRATION

POUR que mes compatriotes puissent vivre comme le commun des mortels, sur les 25 millions d'indigènes peuplant l'Afrique du Nord, il faudrait que 24 millions au moins s'en aillent, l'autre million restant pour les habitants venus des riches bords de leur sort, ou tout simplement des idiots sans discernement. Mais comment faire pour déplacer des femmes et des enfants illettrés, ne comprenant pas un trait de mot de français, quand on a souvent du mal à se faire comprendre soi-même ? Que faire des vieux ne pouvant plus travailler et qui, suivant la coutume, sont à la charge des enfants ? Et l'argent du voyage, du logement, la menace du chômage en pays étranger, et bien d'autres obstacles qui sont toujours le partage du pauvre, sans compter les sévères difficultés que la botte coloniale des humains en régime capitaliste ou étatisé.

Malgré cela, ceux de mes compatriotes qui ont la chance de desserrer l'étreinte amènent en France femmes et enfants, et il n'est pas rare d'en rencontrer en nombre, sans pour autant les banlieues de grandes villes.

Personnellement, je suis contre cette manière d'agir, car le Nord-Africain qui vient en France avec sa famille est obligé de se soumettre à la dictature patronale et policière de crainte que les siens ne tombent dans la misère. On se débrouille mieux lorsqu'on est chez soi et en Afrique du Nord la solidarité joue à plein.

Un assez grand nombre d'entre eux, mariés en pays natal, trouvent plus radical de divorcer et de se remarier ici, plutôt que de retourner outre-mer où la vie est infernale, sous la botte écrasante des colonialistes esclavagistes et arrogants.

Que l'on sache une fois de plus que

l'Afrique du Nord, toujours battue, ne s'est jamais avouée vaincue sous l'impulsion de quelle conquête, et on en compte plus d'une d'antiquité à nos jours.

De tous temps son peuple s'est dressé, unanime, les armes à la main, contre tous les oppresseurs. Ce qui est significatif, c'est qu'il n'a jamais eu d'Etat central berbère, mais des « collectivités fédérales » contre lesquelles se sont brisées tous les conquérants, des Romains aux Espagnols, sans oublier les Arabes et les Turcs, et sûrement demain les Français.

Pour bien préciser le caractère rebelle à toute domination de mes compatriotes nord-africains, je suis obligé de revenir en arrière, pour bien montrer le courage de tout un peuple : sous la domination arabe et turque, seuls les citadins de quelques grandes villes d'alors se soumettaient au pouvoir central. La quasi-totalité de la population nord-africaine se refusait à l'impôt.

Aussi les gouvernements se voient obligés de laisser à la population son mode d'organisation qui consiste, même de nos jours, à la limite « volontaire » servant uniquement à l'entraide locale contrôlée par la base.

Autre fait significatif : le bey de Tunis et le sultan du Maroc, bafoués dans leur autorité, virent dans les Français un moyen de rétablir un pouvoir chancelant. Mauvais calcul, qui ne servit que les intérêts capitalistes français. C'est pourquoi je suis convaincu qu'un jour prochain viendra où mes compatriotes découvriront leurs cousins germains que sont les anarchistes. Leurs conceptions se rapprochent beaucoup, et tous ensemble ils feront rendre gorge aux affameurs et aux oppresseurs d'oh qu'ils viennent.

P.S. — S'adresser à la « Commission ouvrière », 145, quai de Valmy, Paris-10^e.

Des tracts s'adressant aux travailleurs nord-africains sont disponibles.

LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers — La terre aux paysans

POUR L'AUGMENTATION GÉNÉRALE, NON HIÉRARCHISÉE DES SALAIRES

Refusons les bonis et primes de rendement hiérarchisés

DEUX usines de métallurgie viennent de faire grève en province. Les métallurgistes ont obtenu satisfaction partielle, leurs revendications ayant été partiellement satisfaites.

Il s'agit, d'une part, des Acieries de Longroy, à Sedan, dans les Ardennes. D'autre part, des laminoirs des Acieries de Firminy (Loire). Les travailleurs des Acieries de Longroy ont obtenu que les primes qui leur sont accordées au titre du rendement soient désormais calculées pour :

— Les professionnels de la première catégorie, sur la base de 101 francs, au lieu de 52 francs ;
— La deuxième catégorie, 115 francs, au lieu de 58 francs ;
— La troisième catégorie, 132 francs, au lieu de 53 francs.

De plus, ils ont obtenu que les heures perdues en raison de pannes, d'attente, etc., ainsi que les pièces défectueuses, soient payées selon le minimum garanti de la catégorie.

Les travailleurs des laminoirs des Acieries de Firminy (Loire), après quelques jours de grève, viennent également d'obtenir que la prime de rendement soit calculée sur 150 francs au lieu de 141 fr. 50.

Ces deux actions sont importantes. Henri Raynaud, secrétaire de la C. G. T., les qualifie, dans l'« Huma » du 30 juin, de succès exceptionnels. Il écrit :

« En fait, les travailleurs des Acieries de Longroy ont pu réaliser le mot d'ordre de la C. G. T. : plus de salaires de base servant au calcul du salaire au rendement ou aux pièces, qui soit inférieur au salaire minimum de la catégorie. »

Les travailleurs savent bien, cependant, qu'il n'y a pas si longtemps, le même Raynaud, de la même C. G. T., prônait le travail au rendement, le stakanovisme réglementé par la triste Croizat. Mais, puis que Raynaud montre des velléités de mettre un frein aux méthodes de surexploitation de plus en plus développées dans les usines et principalement celles de la métallurgie, suivons-le sur ce terrain qui n'a jamais cessé d'être celui de notre lutte ouvrière.

Au département des forges des usines Cima-Wallut, à Croix, chez Mac Cormick, l'esprit revendicatif aidant, tous les facteurs matériels contre le travail aux pièces intervenant, le travail au rendement devient « insuffisant » aux yeux de la direction. D'où, forte baisse de salaire. Les travailleurs débryent, comme ici même le rapportait notre camarade Laureys (1). Que se passe-t-il ?

Les travailleurs ont-ils, inspirés par la grande C. G. T. demandée, le relèvement des primes au rendement ? Non ! Qu'ont-ils fait ? Ils ont appliqué le principe suivant :

Reprise du travail le lendemain matin, avec refus de travailler aux pièces. Cessation de la cadence infernale qui est imposée. Les salaires ayant été baissés sous prétexte de non-production, comme action répressive réduire cette production à l'extrême limite.

Cette action avait les avantages suivants : 1^o Perte de salaire minime pour le personnel, la direction étant obligée de payer le salaire horaire garanti. Donc plus rentable qu'une grève illimitée.

2^o Perte sèche pour la direction par

nous continuerons à percevoir notre salaire, d'autant que la grève illimitée de la forge aurait comme conséquence, à très brève échéance, la mise en chômage des autres ateliers, tandis que le travail au ralenti aura la même répercussion dans les autres ateliers, c'est-à-dire que pour éviter le chômage, les ouvriers devront également ralentir leur production. Donc perte beaucoup plus sensible pour la direction que pour nous.

Reconnaissons que le délégué cégétiste, rompant avec les directives du sommet, s'est associé aux revendications de la base, présentées par notre camarade, ce qui est important.

Mais voyons plus loin. Raynaud constate hypocritement : « La lecture des feuilles de paye données aux ouvriers, feuilles de paye du reste de plus en plus volontairement compliquées, afin de les rendre presque incontrôlables, démontre en effet comment, par des salaires de base ou taux d'affûtage infé-

rieurs au salaire minimum de la catégorie, un véritable vol sur le salaire de l'ouvrier payé au rendement s'est développé partout.

« En calculant les primes de rendement sur des salaires de base, parfois inférieurs de plus de 50 pour 100 du salaire minimum garanti de la catégorie, le patronat se taille de copieuses bénéfices supplémentaires sur le dos de l'ouvrier.

« Il serait temps de mettre fin à un tel scandale.

« C'est pourquoi les métallurgistes de la région parisienne ont eu raison, à côté de la revendication immédiate des 40 fr. de l'heure d'augmentation des salaires, de l'échelle mobile et de la prime de vacances de 12.000 fr., d'avoir ajouté cette revendication importante : interdiction de calculer les salaires au rendement sur des taux inférieurs au salaire minimum de la catégorie. »

Voilà ! Si Raynaud remarque avec justesse que le travail au rendement payé d'une certaine manière constitue une surexploitation (Raynaud Dixit), le seul remède qu'il préconise est de rendre un tout petit peu moins injuste la rémunération de ce travail ! Mais alors, Raynaud, tu ne fais rien, malgré les conséquences sur la santé des intéressés, contre l'augmentation du nombre des accidents de travail, la systématisation des cadences infernales, véritable scandale de l'exploitation moderne du travail, qui se développe dans la plupart des entreprises de la métallurgie !

Après tout, Raynaud est aussi pour les augmentations hiérarchisées, alors que les travailleurs, eux, commencent à comprendre. Raynaud, donc, peut bien être pour le travail et les accidents au rendement, pourvu que cela soit payé. Qu'importe Raynaud, si les travailleurs, quelle que soit leur affiliation, entrevoient enfin des solutions constructives, le combat contre le travail aux pièces. Eux ont raison, Raynaud a tort et cela finira bien par se savoir !

LERINS.

(1) « Libertaire », 8-6-1951.

Les avantages de la maison

UN de nos camarades, militant au sein du Peuple (fraction boulevard Garibaldi), nous communique les renseignements suivants pour notre passage ouvrier.

On fait de paternalisme est typique. Les Ets R. grand trust de 25 succursales en France, sans compter l'Afrique du Nord, Dakar et le Cameroun, sont fiers des avantages que la maison offre à ses employés.

Les salaires varient autour de 15.000 fr. par mois, mais une toute de primes diverses assurent les travailleurs dans un écran « ouvrier ». En voici le détail :

- 1) Bonis de répartition (équivalent à un troisième mois) ;
- 2) Prime de mariage d'un membre du personnel : 20.000 francs ;
- 3) Prime de naissance, par enfant 10.000 fr. ;
- 4) Prime des enfants à la campagne : 125 fr. par jour et par enfant, pour une durée de 40 jours ;
- 5) Arbre de Noël : un jouet d'une valeur de 1.000 fr. par enfant et un colis familial pour les parents (poulet, apéritif, liqueur, chocolat) ;
- 6) Sortie annuelle du personnel avec la direction : banquet, etc., etc. ;
- 7) Caisse de secours pour dépannage en cas de maladie grave, etc. ;
- 8) Cotisation à la Caisse chirurgicale payée entièrement par le personnel et à moitié pour le conjoint et les enfants.

En outre, une Commission a été instituée pour étudier un projet d'aide de logement.

Résultat : meilleur salaire mais une série de primes. Si les employés protestent on leur laisse entendre que ces primes (dues à la bienveillance patronale) seront réduites. Ainsi, il y a très peu de syndiqués et aucune combativité ouvrière.

(Corresp.)

S.I.A. — Permanence le samedi et dimanche matin. C.N.T., 60, rue St-Jean, Lyon.

LE COMBAT OUVRIER

R. A. T. P.

Les camarades des Métro-Bus nous ont écrit par leur lettre d'unité et de combativité. Mais il semble à présent que le mouvement entrepris soit entré dans une phase nouvelle, dangereuse. Le Conseil d'administration de la R.A.T.P. aurait-il réussi ce qu'il cherchait, à « endormir » les travailleurs ? Nous ne pouvons nous résigner à la croire. Mais alors, camarades des Métro-Bus, préparez-vous, dans vos comités de grève de base, à déclencher un mouvement qui doit être décisif.

BANQUE

Un important mouvement revendicatif s'est fait jour chez les employés de banque de la région parisienne. Une grève d'avertissement a eu lieu avec un certain succès quant à l'unité, le 28 juin dernier. Les travailleurs des banques, qui n'ont pas eu d'augmentation depuis 1950, sont décidés à faire révaloriser leurs salaires et à obtenir sans délai une prime de vacances de 10 à 15.000 francs.

CITROEN-CLICHY

Depuis le 8 juin, les ouvriers des Forges Citroën (usine de Clichy) sont en lutte active pour leurs revendications. Malgré toutes les tentatives de la direction de briser le mouvement, les travailleurs restent décidés à poursuivre leur action dans l'unité. Même les menaces de lock-out ne sont pas parvenues à entamer leur combativité.

Les gars des forges sauront vaincre parce qu'ils ont su rester unis.

S. N. C. F.

Les licenciements menacent 1.500 cheministes du centre « La Garene-La Folie ». La direction veut, en effet, transférer la section de révision du matériel Diesel à La Plaine-St-Denis et à Oullins (Rhône).

Les travailleurs de « La Garene-La Folie » sont décidés à s'opposer à ce déménagement, dont eux seuls paieraient les conséquences. Ils ont déjà entamé la lutte en débryant par trois fois, pour protester contre le chronométrage, arme que tente d'employer la direction pour « justifier » les compressions.

CHEZ PANHARD (Paris-13^e)

Les 140 ouvriers de la chaîne peinture de la « Dyna » se sont mis en grève, immobilisant par

leur action les chaînes montage et finition.

Parmi leurs revendications, citons notamment :
— L'incorporation des primes dans le salaire de base ;
— La prime de vacances de 12.000 francs.

A LA THOMSON-GENNEVILLIERS

Dans la semaine du 17 au 23 juin, grève tournante d'une heure par atelier.

Jeu, 18, grève généralisée de deux heures, mouvement retardant fortement les délais de livraison.

Le personnel réclame une augmentation horaire de 15 fr. et 12.000 fr. de prime de vacances non hiérarchisée.

Dans ce mouvement revendicatif, le groupe libertaire et entrepris a généralisé le combat qui se poursuit. (Correspondant.)

SUCCEES

De nombreux succès ont couronné ces jours derniers les actions qui avaient été entreprises dans Paris, qu'en province.

Le palmarès suivant démontre mieux qu'un long bla-bla qu'il n'est pas de lutte stérile. Qu'en juge :

— General Motors : 10 francs horaire, plus 6 à 7.000 francs de prime de vacances.

— V.C.I.P.M. (10^e Arrt) : 10 francs et une prime de 12.000 à 18.000 francs.

— Salmson : 8 à 10 francs de l'heure. La lutte se poursuit. Les fondeurs et les schumacks débryent pour 20 francs et une prime de vacances.

— Tubauto (Levallois) : 6 à 7 francs d'augmentation sont déjà acquis, mais la lutte se poursuit.

— Sabin (Montreuil) : 9.000 à 15.000 francs de prime de vacances.

— Saurer (Suresne) : 1.400 fr. d'augmentation pour le mois de juin pour tous. Pour juillet : 7 fr. horaires.

— Alvois : 8 francs de l'heure et 5.000 francs de prime de vacances.

— S.N.C.A.S.E. (La Courneuve) : les travailleurs revendiquent 20 francs pour tous, ils n'ont obtenu que 5 francs.

— Satam : Prime de bilan de 4.500 francs.

— Verboom : 7 à 10 francs horaires pour tous.

— F.R.L.E. : 8 francs pour les professionnels (Et les autres ?)

— Mategot : 18 à 26.000 fr. de prime de vacances.

— Liotard : 3.000 à 6.500 fr.

de prime, mais les travailleurs poursuivent la lutte.

— Acieries-Fonderies de la Villette : 10 francs horaires.

— Ouvrier de Villars (Saint-Ouen) : primes de vacances de 10.000 à 17.000 francs.

— Bolloir (Puteaux) : 6.000 fr. de prime et 8 francs d'augmentation horaire pour tous.

— Chez Sorelle (Villurbanne, Rhône), les ouvriers obtiennent une augmentation horaire de 6 à 7 francs.

LA GREVE CONTINUE...

— A Houilles, chez O.P.E.C., où la troisième semaine de grève pour leur revendication nous montre les grévistes plus unis et plus combattifs que jamais, face à un patronat de combat qui sera bien forcé de se soumettre.

Aux Chantiers H.L.M. de Châtou, où nos camarades ont obtenu à la pointe du combat.

— A l'Industrie Electrique de Romainsville, où ouvriers et ouvrières sont en lutte depuis deux semaines pour obtenir la prime de vacances, une augmentation horaire de 25 francs et l'échelle mobile.

— ALGERIE : 40.000 fonctionnaires algériens ont fait une grève d'avertissement de 24 heures. Revendication : parité des salaires avec leurs collègues de la métropole.

MARSEILLE

Les 150 membres de l'équipage du paquebot israélien « Negbah » sont en grève.

Le conflit qui oppose l'équipage à la compagnie « Shoham » dont dépend le navire a pour cause une question de salaire.

Toujours est-il que l'équipage est décidé à obtenir satisfaction et qu'il a empêché les ouvriers de l'entreprise « Terrin » de monter à bord pour effectuer les travaux. Le commandant a fait fermer la cambuse (couvercle après), les marins refusent de fournir tout travail et, tant que satisfaction ne leur sera pas donnée, le « Negbah » ne partira pas !

QUELQUES REFLEXIONS

L'énumération qui précède montre bien que chaque fois que les travailleurs abandonnent leurs petites divergences syndicales et se groupent en comités d'unité de base, l'action devient rentable — que chaque fois qu'un patron trouve face à lui son personnel

manque de bénéfice, malgré que les frais généraux soient pareils, Sécurité sociale, Assurances, consommation d'électricité et de mazout.

Pour nous, ouvriers, la mise d'une grève illimitée épargnée du fait que

nous continuerons à percevoir notre salaire, d'autant que la grève illimitée de la forge aurait comme conséquence, à très brève échéance, la mise en chômage des autres ateliers, tandis que le travail au ralenti aura la même répercussion dans les autres ateliers, c'est-à-dire que pour éviter le chômage, les ouvriers devront également ralentir leur production. Donc perte beaucoup plus sensible pour la direction que pour nous.

Reconnaissons que le délégué cégétiste, rompant avec les directives du sommet, s'est associé aux revendications de la base, présentées par notre camarade, ce qui est important.

Mais voyons plus loin. Raynaud constate hypocritement : « La lecture des feuilles de paye données aux ouvriers, feuilles de paye du reste de plus en plus volontairement compliquées, afin de les rendre presque incontrôlables, démontre en effet comment, par des salaires de base ou taux d'affûtage infé-

rieurs au salaire minimum de la catégorie, un véritable vol sur le salaire de l'ouvrier payé au rendement s'est développé partout.

« En calculant les primes de rendement sur des salaires de base, parfois inférieurs de plus de 50 pour 100 du salaire minimum garanti de la catégorie, le patronat se taille de copieuses bénéfices supplémentaires sur le dos de l'ouvrier.

« Il serait temps de mettre fin à un tel scandale.

« C'est pourquoi les métallurgistes de la région parisienne ont eu raison, à côté de la revendication immédiate des 40 fr. de l'heure d'augmentation des salaires, de l'échelle mobile et de la prime de vacances de 12.000 fr., d'avoir ajouté cette revendication importante : interdiction de calculer les salaires au rendement sur des taux inférieurs au salaire minimum de la catégorie. »

Voilà ! Si Raynaud remarque avec justesse que le travail au rendement payé d'une certaine manière constitue une surexploitation (Raynaud Dixit), le seul remède qu'il préconise est de rendre un tout petit peu moins injuste la rémunération de ce travail ! Mais alors, Raynaud, tu ne fais rien, malgré les conséquences sur la santé des intéressés, contre l'augmentation du nombre des accidents de travail, la systématisation des cadences infernales, véritable scandale de l'exploitation moderne du travail, qui se développe dans la plupart des entreprises de la métallurgie !

Après tout, Raynaud est aussi pour les augmentations hiérarchisées, alors que les travailleurs, eux, commencent à comprendre. Raynaud, donc, peut bien être pour le travail et les accidents au rendement, pourvu que cela soit payé. Qu'importe Raynaud, si les travailleurs, quelle que soit leur affiliation, entrevoient enfin des solutions constructives, le combat contre le travail aux pièces. Eux ont raison, Raynaud a tort et cela finira bien par se savoir !

LERINS.

(1) « Libertaire », 8-6-1951.

On fait de paternalisme est typique. Les Ets R. grand trust de 25 succursales en France, sans compter l'Afrique du Nord, Dakar et le Cameroun, sont fiers des avantages que la maison offre à ses employés.

Les salaires varient autour de 15.000 fr. par mois, mais une toute de primes diverses assurent les travailleurs dans un écran « ouvrier ». En voici le détail :

- 1) Bonis de répartition (équivalent à un troisième mois) ;
- 2) Prime de mariage d'un membre du personnel : 20.000 francs ;
- 3) Prime de naissance, par enfant 10.000 fr. ;
- 4) Prime des enfants à la campagne : 125 fr. par jour et par enfant, pour une durée de 40 jours ;
- 5) Arbre de Noël : un jouet d'une valeur de 1.000 fr. par enfant et un colis familial pour les parents (poulet, apéritif, liqueur, chocolat) ;
- 6) Sortie annuelle du personnel avec la direction : banquet, etc., etc. ;
- 7) Caisse de secours pour dépannage en cas de maladie grave, etc. ;
- 8) Cotisation à la Caisse chirurgicale payée entièrement par le personnel et à moitié pour le conjoint et les enfants.

En outre, une Commission a été instituée pour étudier un projet d'aide de logement.

Résultat : meilleur salaire mais une série de primes. Si les employés protestent on leur laisse entendre que ces primes (dues à la bienveillance patronale) seront réduites. Ainsi, il y a très peu de syndiqués et aucune combativité ouvrière.

En outre, une Commission a été instituée pour étudier un projet d'aide de logement.

Résultat : meilleur salaire mais une série de primes. Si les employés protestent on leur laisse entendre que ces primes (dues à la bienveillance patronale) seront réduites. Ainsi, il y a très peu de syndiqués et aucune combativité ouvrière.

En outre, une Commission a été instituée pour étudier un projet d'aide de logement.

Résultat : meilleur salaire mais une série de primes. Si les employés protestent on leur laisse entendre que ces primes (dues à la bienveillance patronale) seront réduites. Ainsi, il y a très peu de syndiqués et aucune combativité ouvrière.

En outre, une Commission a été instituée pour étudier un projet d'aide de logement.

Résultat : meilleur salaire mais une série de primes. Si les employés protestent on leur laisse entendre que ces primes (dues à la bienveillance patronale) seront réduites. Ainsi, il y a très peu de syndiqués et aucune combativité ouvrière.

En outre, une Commission a été instituée pour étudier un projet d'aide de logement.

Résultat : meilleur salaire mais une série de primes. Si les employés protestent on leur laisse entendre que ces primes (dues à la bienveillance patronale) seront réduites. Ainsi, il y a très peu de syndiqués et aucune combativité ouvrière.

En outre, une Commission a été instituée pour étudier un projet d'aide de logement.

Résultat : meilleur salaire mais une série de primes. Si les employés protestent on leur laisse entendre que ces primes (dues à la bienveillance patronale) seront réduites. Ainsi, il y a très peu de syndiqués et aucune combativité ouvrière.

En outre, une Commission a été instituée pour étudier un projet d'aide de logement.

Résultat : meilleur salaire mais une série de primes. Si les employés protestent on leur laisse entendre que ces primes (dues à la bienveillance patronale) seront réduites. Ainsi, il y a très peu de syndiqués et aucune combativité ouvrière.

En outre, une Commission a été instituée pour étudier un projet d'aide de logement.

Résultat : meilleur salaire mais une série de primes. Si les employés protestent on leur laisse entendre que ces primes (dues à la bienveillance patronale) seront réduites. Ainsi, il y a très peu de syndiqués et aucune combativité ouvrière.

En outre, une Commission a été instituée pour étudier un projet d'aide de logement.

Résultat : meilleur salaire mais une série de primes. Si les employés protestent on leur laisse entendre que ces primes (dues à la bienveillance patronale) seront réduites. Ainsi, il y a très peu de syndiqués et aucune combativité ouvrière.

En outre, une Commission a été instituée pour étudier un projet d'aide de logement.

Résultat : meilleur salaire mais une série de primes. Si les employés protestent on leur laisse entendre que ces primes (dues à la bienveillance patronale) seront réduites. Ainsi, il y a très peu de syndiqués et aucune combativité ouvrière.

En outre, une Commission a été instituée pour étudier un projet d'aide de logement.

Résultat : meilleur salaire mais une série de primes. Si les employés protestent on leur laisse entendre que ces primes (dues à la bienveillance patronale) seront réduites. Ainsi, il y a très peu de syndiqués et aucune combativité ouvrière.

En outre, une Commission a été instituée pour étudier un projet d'aide de logement.

Résultat : meilleur salaire mais une série de primes. Si les employés protestent on leur laisse entendre que ces primes (dues à la bienveillance patronale) seront réduites. Ainsi, il y a très peu de syndiqués et aucune combativité ouvrière.

En outre, une Commission a été instituée pour étudier un projet d'aide de logement.

Résultat : meilleur salaire mais une série de primes. Si les employés protestent on leur laisse entendre que ces primes (dues à la bienveillance patronale) seront réduites. Ainsi, il y a très peu de syndiqués et aucune combativité ouvrière.

En outre, une Commission a été instituée pour étudier un projet d'aide de logement.

Résultat : meilleur salaire mais une série de primes. Si les employés protestent on leur laisse entendre que ces primes (dues à la bienveillance patronale) seront réduites. Ainsi, il y a très peu de syndiqués et aucune combativité ouvrière.

En outre, une Commission a été instituée pour étudier un projet d'aide de logement.

Résultat : meilleur salaire mais une série de primes. Si les employés protestent on leur laisse entendre que ces primes (dues à la bienveillance patronale) seront réduites. Ainsi, il y a très peu de syndiqués et aucune combativité ouvrière.

En outre, une Commission a été instituée pour étudier un projet d'aide de logement.

Résultat : meilleur salaire mais une série de primes. Si les employés protestent on leur laisse entendre que ces primes (dues à la bienveillance patronale) seront réduites. Ainsi, il y a très peu de syndiqués et aucune combativité ouvrière.

En outre, une Commission a été instituée pour étudier un projet d'aide de logement.

Résultat : meilleur salaire mais une série de primes. Si les employés protestent on leur laisse entendre que ces primes (dues à la bienveillance patronale) seront réduites. Ainsi, il y a très peu de syndiqués et aucune combativité ouvrière.

En outre, une Commission a été instituée pour étudier un projet d'aide de logement.

Résultat : meilleur salaire mais une série de primes. Si les employés protestent on leur laisse entendre que ces primes (dues à la bienveillance patronale) seront réduites. Ainsi, il y a très peu de syndiqués et aucune